

EDF 100% État : pour quoi faire ?

Dans un exercice de pure communication, la 1^{ère} Ministre Élisabeth Borne a abordé l'énergie sans jamais donner la réalité des prix !

L'État reprendrait 100% du capital, la belle affaire ! Une « (re)nationalisation » ? Certainement pas car elle n'en a pas prononcé le mot... Cette manipulation publique détourne l'attention et ne se complète d'aucun élément permettant de penser que ce gouvernement agirait dans l'intérêt général.

Rien n'est dit sur le changement de statut juridique de l'entreprise EDF. L'État sera donc bien un « État actionnaire » de la Société Anonyme alors que nous voudrions voir un « État Stratège » d'un EPIC 100% public. Nous sommes donc bien face à une recapitalisation !

Alors qu'elle qualifie ses convictions par « la transparence est une exigence », rien n'est dit sur le bilan désastreux des marchés de l'énergie qui est la principale cause de l'augmentation des prix.

Elle réaffirme le principe du « bouclier tarifaire énergie » par l'annonce de son prolongement. Par le chèque énergie, l'État garantit surtout une subvention détournée aux entreprises du secteur.

Sans la nécessaire sortie des marchés, la population doit s'habituer aux augmentations des factures et aux rationnements !

Comble du « en même temps » pour la souveraineté énergétique il faut sortir des énergies fossiles. N'est-ce pas complètement ubuesque de poser cette volonté alors qu'elles seront nécessaires pour le passage de l'hiver ?

Pour la FNME-CGT, le service public de l'énergie doit être l'exigence de tous les défis à relever :

- en sortant immédiatement les biens vitaux que sont l'électricité et le gaz des marchés de l'énergie ;
- en transformant le statut juridique d'EDF SA en EPIC avec une gouvernance démocratique ;
- en abaissant la TVA à 5,5% sur la facture d'énergie ;
- en révisant le TRVE en fonction des coûts comptables des opérateurs publics.

C'est ce que porte la FNME-CGT dans son Programme Progressiste de l'Énergie. Nous invitons la ministre à en prendre connaissance pour faire mieux que de la simple politique de communication